Mgr Jean-Louis Nahimana : «La violence prend le dessus au Burundi»

RFI, 28 octobre 2015 Au Burundi, les actes de violence se multiplient, six mois aprÃ¨s le dÃ©but de la crise politique. L'attaque dans la nuit de lundi Ã mardi du bÃ¢timent de Bujumbura oÃ¹ habite Mgr Jean-Louis Nahimana (photo), le prÃ©sident de la Commission vÃ©ritÃ© et rÃ©conciliation du Burundi, en est l'illustration. En ligne du Burundi, l'ancien vicaire gÃ©nÃ©ral de l'archidiocÃ¨se de Bujumbura rÃ©pond aux questions de Christophe Boisbouvier et n'hÃ©site pas Ã dÃ©fendre troisiÃ¨me voie entre le pouvoir et l'opposition.

RFI : Monseigneur Jean-Louis Nahimana, le Haut commissariat des droits des lâ€™Homme de lâ€™Onu dÃ©nonce une rapi dÃ©gradation de la situation au Burundi depuis quelques semaines. Est-ce que vous confirmez ? Monseigneur Jean-Louis Nahimana : Oui, tout est parti des manifestations anti-troisiÃ¨me mandat et on espÃ©rait que nos diffÃ©rents protagonistes politiques allaient se mettre ensemble. Mais malheureusement on assiste Ã un bras de fer, qui malheureusement, dÃ©gÃ©nÃ¨re dans la violence. Depuis la fin du mois dâ€™avril il y a eu au moins 198 personnes tuÃ©es selon le Haut commissariat de lâ€™Onu, et depuis trois semaines 63 personnes tuÃ©es. Est-ce que cela veut dire que la situation se dÃ©grade de plus en plus ? Oui. A voir comment les choses se passent maintenant, il y a lieu de dire que vraiment la situation sâ€™empire. Mais tout de mÃªme, je dois prÃ©ciser que dans la capitale, Bujumbura, il y a quelques communes qui ont organisÃ© vraiment une forte rÃ©sistance contre le gouvernement. Mais ailleurs dans le pays la situation semble Ãªtre calme, en tout cas pour le moment. Le Haut commissariat aux Nations unies sâ€™alarme, notamment du fait que le 13 octobre dans le quartier de Ngagara, Ã Bujumbura, neuf civils ont Ã©tÃ© sommairement exÃ©cutÃ©s par les forces de police, aprÃ¨s que trois policiers eurent Ã©tÃ© attaquÃ©s par des jeunes non identifiÃ©s. Oui, malheureusement cette situation est vraieâ€¦ câ€™est moi-mÃªme qui ai prÃ©sidÃ© les funÃ©railles de ces personnes, membres dâ€™une mÃªme far de plus en plus, vraiment, la violence prend le dessus dans notre pays. Et parmi les membres de cette famille il y avait un confrÃ¨re camÃ©raman de la TÃ©lÃ©vision nationale. Exactement, oui. Christophe Nkezabahizi, qui a Ã©tÃ© assassinÃ© sa femme, ses deux enfants et une parente Ã lui quâ€™il hÃ©bergeait dans sa maison. Et est-ce que les responsables de ce crime sont aujourdâ€™hui poursuivis ? Le gouvernement a tout de suite mis sur pied une commission dâ€™enquÃªte. Il faut dire que le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ€™Onu, Ban Ki-moon, a rÃ©clamÃ© lui-mÃªme une enquÃªte sur la mort de ces neuf de deux policiers. Mais, au-delÃ de cette commission dâ€™enquÃªte, est-ce quâ€™un jour les coupables seront arrÃªtÃ©s et Nous lâ€™espÃ©rons bien ! Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique du Burundi lui-mÃªme avait mis sur pied une commis ad hoc. Donc nous attendons les rÃ©sultats et nous espÃ©rons que les responsables de ces crimes pourront Ãªtre jugÃ©s et condamnÃ©s. MÃªme si ce sont des policiers ? MÃªme si ce sont des policiers. Je crois que personne nâ€™est au-dessus d la loi. Donc nous attendons que la justice soit faite. Et vous, Monseigneur Nahimana, est-ce que vous vous sentez menacÃ© ? Personnellement, non. Pas plus que les autres Burundais. Mais le bÃ¢timent dans lequel vous habitez nâ€™a-t-il pas Ã©tÃ© attaquÃ© dans la nuit de lundi Ã mardi ? Effectivement, il y a eu une attaque inhabituelle dans le quartier. On Ã©tait habituÃ©s Ã entendre des coups de feu dans le quartier. Moi jâ€™habite entre le quartier de Kamenge et le quartier de Cibitoke qui est un des quartiers les plus troublÃ©s. Mais hier, malheureusement, on sâ€™est rendu compte que les tirs Ã©taient dirigÃ©s contre notre maison. Et il y a eu mÃªme beaucoup de dÃ©gÃ¢ts. Il y a une chambre qui a Ã©tÃ© complÃ¨tement pulvÃ©risÃ©e. Il y a eu une dÃ©flagration dâ€™une grenade qui a explosÃ© Ã lâ€™intÃ©rieur de la maison. J il nâ€™y a pas encore eu dâ€™enquÃªte. Câ€™est un bÃ¢timent oÃ¹ habitent des prÃªtres de lâ€™Ã©glise catholique, câ€™ sommes quatre prÃªtres. Mais dans le mÃªme bÃ¢timent il y a une radio communautaire pour les jeunes et ensemble nous avons endurÃ© la situation. Il y a quelques semaines le pouvoir a lancÃ© des mandats dâ€™arrÃªt internationaux contre la quasi-totalitÃ© des dirigeants du CNERAD, lâ€™opposition en exil. Dans ces conditions est-ce que le dialogue est encore possible ? Ce que je propose câ€™est que les mandats dâ€™arrÃªt soient consÃ©cutifs Ã une enquÃªte judiciaire qui montre vraies responsabilitÃ©s des uns et des autres. C'est-Ã -dire que les mandats dâ€™arrÃªt ne soient pas lancÃ©s de faÃ§on prÃ©cipitÃ©e ? Câ€™est Ã§a. Si les choses se font dans la prÃ©cipitation Ã§a peut aussi compromettre les chances de dialo Mais si ces mandats dâ€™arrÃªt ont Ã©tÃ© lancÃ©s aprÃ¨s enquÃªte judiciaire, je pense quâ€™il faut aussi respecter lâ€™inc lâ€™autonomie de la justice. Dans un dialogue il faut Ãªtre deux. Quels efforts demandez-vous aux deux camps : le pouvoir et lâ€™opposition ? Dâ€™abord je voudrais dire quâ€™aujourdâ€™hui la violence sâ€™aggrave de plus en plus. Elle occulter quâ€™il y a une troisiÃ¨me voie, peut-Ãªtre celle de la majoritÃ© qui ne veut pas de la violence et effectivement, la majoritÃ© du peuple burundais refuse quâ€™on lui impose la violence. Que rÃ©pondez-vous Ã ceux qui disent que votre Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation est nÃ©e de la volontÃ© du pouvoir et nâ€™a pas fait grand-chose depuis sa crÃ©at dix mois ? Je crois que câ€™est de bonne guerre. Sinon, la commission que nous dirigeons est nÃ©e plutÃ´t de la volontÃ© populaireâ€¦ Les diffÃ©rents protagonistes ont dÃ©cidÃ© de tourner la page de la violence en proposant un nouveau projet de sociÃ©tÃ©. Et pour justement y arriver, il fallait dâ€™abord passer par lâ€™Ã©tablissement de la vÃ©ritÃ©, de la lumiÃ¨re sur douloureux de notre pays. Alors Ã ceux qui ont des doutes, je leur dirais que la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation nâ€™ pas lâ€™apanage dâ€™un petit groupe de onze commissaires qui ont Ã©tÃ© mis en place. La commission est lÃ pour crÃ©e espace qui puisse aider les Burundais Ã libÃ©rer la parole. Mais cette vÃ©ritÃ© et la volontÃ© de rÃ©conciliation viendront des Burundais eux-mÃªmes. Par Christophe Boisbouvier